

Vaner Semih (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard/ Ceri,
2005, 733 p., 28 €

Olivier Bouquet

DANS **VINGTIÈME SIÈCLE. REVUE D'HISTOIRE** 2006/3 n^o 91 , PAGES 175C À 198C
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0294-1759

ISBN 2724630327

DOI 10.3917/ving.091.0175c

Date de mise en ligne : 01/08/2006

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2006-3-page-175c?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Totalitarisme vs démocratie

GENTILE Emilio, *Les Religions de la politique. Entre démocraties et totalitarismes*, traduit de l'italien par Anna Coalo, Paris, Seuil, 2005, 1^{re} éd. 2001, 304 p., prix non communiqué.

Historien du fascisme italien dont il a démontré le fonctionnement totalitaire, Emilio Gentile s'intéressait depuis longtemps au concept de religion politique. L'Italie mussolinienne semblait parfaitement en corroborer la pertinence (*La Religion fasciste*, Perrin, 2002). La liturgie politique déployée autour de l'idée et du régime fascistes, de son chef, grand prêtre de cette nouvelle religion, le parti fasciste comme Église de la nouvelle foi, la déification de l'État, autant d'attributs confortant la thèse de l'existence au 20^e siècle de ce que Gentile nomme la « sacralisation de la politique », fil directeur de ce brillant essai.

La religion politique est donc une forme particulière de la sacralisation de la politique. Elle pré-suppose l'autonomie du politique à l'égard du religieux et, dans un second temps, l'autonomie de la religiosité à l'égard du politique. La politique acquiert « un caractère sacré autonome lui permettant de revendiquer la prérogative de définir le sens et la fin ultime de l'existence humaine, tout au moins sur terre, pour l'individu et la collectivité » (p. 14). Il ne faut toutefois pas confondre religion civile et religion politique, dont l'ouvrage s'attache à souligner les différences. La première repose sur un système de croyances, de mythes, de principes et de comportements symboliques exprimant les valeurs fondamentales d'une société. Il faut remonter au 18^e siècle pour en trouver les premières traces dans la pensée politique d'abord (Rousseau) puis dans la pratique. Aux États-Unis, la sacralisation des institutions de la République naissante pourrait s'expliquer par ce que Tocque-

ville appelait le « point de départ » : la fondation d'une civilisation où la volonté politique à la base de sa construction s'appuie sur des valeurs préétablies empreintes de religion. La Révolution française constitue bien sûr le deuxième exemple probant : de la fête de la Fédération au culte de l'Être suprême cependant, on glisse déjà de la religion civile à la religion politique. Tocqueville peut à nouveau servir de repère : « Révolution [...] avait l'air de tendre à la régénération du genre humain plus encore qu'à la réforme de la France » (p. 77). On touche l'un des traits qui distinguent la religion civile de la religion politique. Celle-ci suppose certes la sacralisation de la politique, mais elle maintient la pluralité des idées et la primauté de l'individu. Celle-ci évoque un monopole irrévocable du pouvoir, un monisme idéologique et la subordination de l'individu à la foi nouvelle (p. 16). La religion politique participe ainsi de la définition du totalitarisme qui acquiert, grâce à Gentile, une dimension nouvelle. Le totalitarisme est en effet l'apogée de la sacralisation de la politique, qui se caractérise par un « énorme, exubérant déploiement de mythes, rites et symboles ». Bien sûr, il n'y a pas de cloisons étanches séparant les deux formes. Le 19^e siècle montre les porosités, le glissement de la religion civile à la religion politique par le culte de la foi révolutionnaire ou celui de la nation qui culmine avec la guerre régénératrice de 1914-1918.

Gentile confronte toutes les thèses sur le sujet : il fait un sort à celles qui ne voient dans cette sacralisation de la politique qu'une stratégie démagogique et nie qu'il ne s'agisse que de propagande destinée à la manipulation des masses (de fait, l'idée de religion politique est, nous semble-t-il, inséparable de celle de « consensus » dans les régimes totalitaires). D'autres sociologues ont en revanche soulevé la question de cette recherche « fébrile », lorsque décline la foi religieuse, d'un « nouveau système de

croyances et de principes généraux autour desquels se regrouper, au sein duquel trouver une intime raison de vivre dignement » (Antonio Gramsci). Si la sacralisation de la politique a survécu à la seconde guerre mondiale, notamment avec le communisme, nouvelle « religion » des intellectuels occidentaux, Gentile parle de « reflux » de la religion politique à l'aube du 21^e siècle.

Frédéric Attal

SHARANSKY Nathan, *Défense de la démocratie*, Paris, Bourin, 2006, 256 p., 21 €.

Nathan Sharansky a été l'un des dissidents soviétiques les plus brillants et les plus connus. Il était l'une des figures clefs, à la fois des Juifs qui revendiquaient le droit d'émigrer et des défenseurs des droits de l'homme. Cofondateur du groupe moscovite d'Helsinki en 1976, il a été condamné, en 1978, à treize années de détention. Libéré en 1986 après une immense mobilisation internationale, il s'est installé en Israël et s'est lancé en politique, notamment pour défendre les droits des Juifs qui arrivaient d'Union soviétique. Plusieurs fois ministre, il a eu l'occasion d'exposer ses convictions aux dirigeants israéliens, mais aussi à Clinton et aux Bush.

Dans ce livre, Nathan Sharansky s'appuie sur l'expérience des dissidents soviétiques pour expliquer le conflit au Moyen-Orient et le terrorisme islamiste. Il estime que ses combats passés lui ont permis non seulement de comprendre la véritable nature de l'URSS, mais aussi de découvrir la frontière entre le bien et le mal. L'Occident perdrait en revanche cette « clarté morale », si bien qu'il négligerait de défendre ses propres valeurs. Aussi ne défendrait-il pas suffisamment Israël, « l'unique démocratie au Moyen-Orient », face à une Autorité palestinienne qui viole les droits de son propre peuple. L'antisémitisme se développe même dans le monde.

Sharansky distingue très nettement les « sociétés libres », respectueuses des droits de l'homme, et les « sociétés de la peur », comme l'URSS et une grande partie du Moyen-Orient. Or, repre-

nant les propos tenus par Andreï Sakharov dès 1968, il estime que la paix et la sécurité dans le monde sont indissociables de la liberté et de la démocratie dans chaque société : « Un pays qui ne respecte pas les droits de son peuple ne respectera pas les droits de ses voisins. » Pour que la paix règne au Moyen-Orient, il faut donc développer la démocratie dans l'ensemble des pays concernés. Sharansky se dit convaincu que tous les peuples peuvent bâtir une société libre, et il conteste cette notion (répandue en Occident) selon laquelle certains peuples ne seraient pas aptes à la démocratie. Il reproche en outre à l'Occident de ménager souvent les États autoritaires, au nom d'une stabilité qui ne serait qu'illusoire. Le 11 septembre 2001 aurait pulvérisé l'idée qu'il n'existerait aucun lien entre la sécurité internationale et la situation intérieure des États. L'ancien dissident encourage donc à conditionner le processus de paix israélo-palestinien, dont il rappelle les principales étapes, au développement de la démocratie chez les Palestiniens. Bouclant la boucle, il appelle à soutenir les dissidents du Moyen-Orient et du monde arabe. Rappelant, après d'autres, combien la politique de Ronald Reagan a été déterminante dans l'effacement final de l'URSS, il approuve aussi la « tentative américaine pour instaurer la démocratie en Afghanistan et en Irak ».

Son exposé, très clair, voire parfois démonstratif, en irritera certains. Il mérite pourtant d'être entendu et écouté, même s'il est dommage que Sharansky ne réponde pas toujours aux objections qu'il prévoit à ses thèses. Au bout du compte, une question demeure en effet : même bénéfique pour tous, la démocratie peut-elle être imposée de l'extérieur ?

Cécile Vaissié

VANER Semih (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard/Ceri, 2005, 733 p., 28 €.

Cet ouvrage collectif s'inscrit dans la continuité de l'*Histoire de l'Empire ottoman* publié il y a plus de quinze ans. Il ne s'agit pourtant pas d'une histoire de la Turquie : la plupart des contributions sont le

fait de turcologues français ou turcs venus d'horizons disciplinaires divers. Leur collaboration à la revue *CEMOTI* dont Vaner assure la direction les réunit ici. Alors que certains traitent du sujet dont ils sont les spécialistes (Élise Massicard sur les alévis ou Şirin Tekeli sur le féminisme, par exemple), d'autres évoquent une « question » présentée comme indispensable à l'intelligence de la Turquie contemporaine. Le résultat est un livre riche, composé de vingt-trois chapitres que l'on peut regrouper selon trois thématiques (héritages, spécificités, enjeux).

Les héritages sont avant tout ottomans : le nationalisme turc s'est formé à la suite du « reflux » provoqué par les défaites dans les Balkans (admirable chapitre du très regretté Stéphane Yérasimos), à l'origine d'un « pacte national » fondé sur la défense du territoire anatolien autour de la figure tutélaire de Mustafa Kemal (Alexandre Jevakhoff). De l'Empire à la République, l'État s'est maintenu comme figure centrale de la modernité (Ali Kazancgil), a prolongé un mouvement constitutionnel (Jean Marcou) et a travaillé une religion d'État (Faruk Bilici) autant qu'il a voulu contrôler un islam confrérique alévi (Élise Massicard). Le nouveau régime a dû composer avec une société marquée par une diversité ethnique et des contrastes régionaux importants autant que par une culture redéployée de la violence : le premier thème analysé par M. Bazin est aussi clair et précis que le second traité par Hamit Bozarslan est remarquable d'originalité et d'intelligence.

Les spécificités turques sont davantage liées à l'histoire d'un pays qui a sans cesse oscillé entre des modèles différents : un régime façonné par une alternance entre des phases d'ouverture démocratique et des moments de repli autoritaire (Semih Vaner) ; une politique internationale à la fois orientée vers une stratégie de sécurité multilatérale et une volonté d'intégration à l'Europe (Semih Vaner, Deniz Akagül, Ural Manço) ; une économie à la fois formelle et informelle, dynamique et contre-performante (Deniz Akagül, Teoman Pamukçu, Ahmet Haşim Köse) ; un paysage culturel ouvert et diversifié, qu'il s'agisse du roman (Timur Muhidine) ou du cinéma (Nicolas

Monceau). Le plus marquant dans l'expérience turque tient surtout à la conception originale d'une laïcité davantage fondée sur une étatisation de la religion que sur une séparation de l'Église et de l'État (Semih Vaner).

Les enjeux qui pèsent sur l'avenir du pays sont à la fois circonscrits et préoccupants : ils portent avant tout sur le règlement d'une « question kurde » (« repensée » par Jean-François Pérouse, loin d'être réglée, l'amélioration du sort des femmes qui a connu un ralentissement ces dernières années (évoquée avec grande précision par Şirin Tekeli), et la nécessaire affirmation d'une société civile en quête de droits et de reconnaissance (Gérard Groc).

De toutes les thématiques abordées dans ce livre, que faut-il retenir ? Si l'avenir de la Turquie passe par la démocratie, il dure longtemps, pour reprendre un titre de Louis Althusser, l'État continue d'entraver ce qui en accélère le mouvement, l'islam en revanche est assez pluriel et intégré pour ne pas être l'obstacle qu'on croit, la perspective d'intégration européenne est une condition indépassable à l'achèvement démocratique du pays, autant de messages que les auteurs font passer. Quelques erreurs sont à signaler : on lira Moudros et non Mondros (p. 33), rescrit et non récrit (p. 88, p. 89), *Hatt-ı hümayun* et non *Hatt-ı humayun* (p. 88) ; les noms de famille existaient dans l'Empire ottoman (p. 61) ; on ne saurait dire que Mustafa Kemal est « entré dans l'histoire comme Atatürk » (p. 61) ; la fin de la guerre d'Indépendance n'a pas lieu en 1923 (p. 96) mais en 1922 (p. 156) ; il est inexact de dire que les *âyan* « ne pouvaient pas défier sérieusement le pouvoir central » au 18^e siècle (p. 124) ; le droit de vote n'est pas accordé aux femmes en 1936, mais en 1930 et 1934 (p. 310) ; Ankara n'a pas été promue capitale en 1919, mais en 1923 (p. 420). Cela dit, ces erreurs n'affectent pas la qualité de cette très complète mise au point sur la Turquie contemporaine qui éclairera certainement le public français.

Olivier Bouquet

De l'Allemagne

MÖLLER Horst, *La République de Weimar*, traduit de l'allemand par Claude Porcell, Paris, Tallandier, 2005, 367 p., 25 €.

Pour un historien allemand, retracer l'histoire de la République de Weimar n'est pas une tâche indifférente. Horst Möller nous en avertit dès son introduction : « Son histoire constitue [...] une leçon de culture politique [...] sur la possibilité d'une démocratie et les dangers qu'elle court... C'est pourquoi la naissance du système constitutionnel et politique et les épreuves qu'il a dû affronter sont au cœur du tableau qui suit. » On ne s'étonnera donc pas de trouver à propos des individus et des partis, des jugements de valeur, ni de constater que les crises économiques et les transformations sociales sont plutôt évoquées en arrière-plan que traitées comme telles. Ce n'est pas là un manuel de plus, mais un ouvrage de réflexion civique, d'ailleurs fort érudit par moments.

La construction du livre obéit également à un dessein particulier. La narration classique des événements en trois phases ne commence qu'après une centaine de pages consacrées à deux personnalités symboliques, Ebert et Hindenburg. Portrait nuancé en ce qui concerne Ebert, situé dès l'abord devant une « quadrature du cercle » puis défendu contre ses calomniateurs ; virulent contre Hindenburg, son « infamie » et sa « sottise ». On regrette que le troisième protagoniste, Hitler, reste dans la pénombre. Plus loin d'autres figures apparaîtront, plus ou moins éclairées : Erzberger, von Seeckt, Rathenau, Stresemann...

Après le portraitiste arrive le politologue, qui enrichit par des documents peu connus ou des réflexions originales ce qu'on croyait savoir des faiblesses du régime. Il s'attarde à plusieurs reprises sur la structure des partis politiques, si souvent accusés d'omnipotence et en réalité handicapés par le sectarisme, le régionalisme ou la gérontocratie. Il démonte les paradoxes de l'appareil judiciaire, qui profitait de l'indépendance octroyée par un régime libéral pour prononcer des jugements favorables à ses adversaires antilibéraux. Il

pèse les parts du parlementarisme et du régime présidentiel dans les textes initiaux, puis leur déséquilibre croissant dans la pratique. Il montre comment, pour sortir des impasses de la grande crise, les groupes parlementaires ont esquivé leurs responsabilités en laissant fonctionner cette « constitution présidentielle de réserve » que résumait l'article 48. Il dénonce ces intellectuels de gauche qui, après avoir légitimé la République lors de sa fondation, s'en sont ensuite détachés pour adopter une attitude dédaigneuse ou même satirique. En contre-champ, il observe les succès du mouvement nazi : ce n'est pas tellement par l'antisémitisme qu'il a séduit les masses désorientées, mais par l'exaltation de la jeunesse et la perspective d'une communauté nationale harmonieuse. Une victoire qu'il ne faut pas hésiter à qualifier de « révolution », nous dit l'auteur, qui abandonne ainsi le point de vue consensuel où il s'était cantonné jusque-là, pour prendre position dans une controverse qui déchire depuis longtemps le monde des historiens. Mais on aborde là tout un autre champ historiographique.

Pierre Ayçoberry

BOTZ Gerhard (dir.), *Schweigen und Reden einer Generation. Erinnerungsgespräche mit Opfern, Tätern und Mitläufern des Nationalsozialismus*, Vienne, Mandelbaum, 2005, 162 p., prix non communiqué.

« Le national-socialisme et l'holocauste ont, en Autriche comme en Allemagne, partie liée avec l'histoire des familles », ainsi s'ouvre ce livre sorti tout droit d'une expérience menée au séminaire d'histoire orale de Gerhard Botz à l'université de Vienne en 2002-2003. Il s'agit de quatorze « récits de vie » issus d'entretiens menés par les étudiants auprès de témoins de la période nazie choisis dans leur entourage proche. Deux récits de vie écrits vingt ans avant par des étudiants de Salzbourg ont été adjoints au volume, ainsi que celui du père de l'auteur. Si l'Autriche occupe une place centrale, certains entretiens ont été menés auprès d'étrangers dont la résistante française Anise Postel-

Vinay, déportée à Ravensbrück. Deux motivations sont à l'origine de cette expérience : faire parler les derniers témoins encore en vie et créer un échange entre différentes générations en partant des réseaux familiaux (grands parents, grands oncles et grandes tantes). Cette proximité affective et culturelle permettait de créer des conditions favorables à un regard « compréhensif » cherchant les motivations des différents acteurs, même si cela était difficile dans le cas des personnes ayant un passé nazi. L'intérêt de cette publication réside surtout dans la démarche en amont et en aval des entretiens, expliquée dans l'introduction (la seule partie analytique du livre).

Le premier parti pris a été, au risque de choquer, de donner la parole à la fois aux victimes (*Opfer*) et aux bourreaux (*Täter*), afin de restituer la mémoire différenciée de cette période. Pour sortir de la dichotomie victimes/bourreaux, qui simplifie la gamme complexe des attitudes, le livre met en lumière le cas des « suiveurs » (*Mitläufer*), catégorie qui regroupe potentiellement la quasi-totalité de la population ayant approuvé l'*Anschluss* en 1938 et soutenu Hitler (on sait qu'en Allemagne, les *Mitläufer* sont considérés comme un lieu de mémoire). C'est surtout dans cet ensemble mouvant (qui n'est malheureusement pas clairement délimité) que va se nouer le dialogue avec les étudiants-enquêteurs. En admettant la variété des comportements sous la dictature nazie, le livre sort de l'impasse à laquelle mène la confrontation des accusations des uns et du silence des autres.

Le second parti pris a été de faire mener les entretiens par la troisième génération, celle des petits-enfants qui, selon Botz, ont un accès renouvelé au passé : les enquêteurs, pour la plupart nés entre 1975 et 1982, n'ont bien sûr pas de souvenirs personnels de l'époque nazie, mais vivent dans des contextes mémoriels familiaux et transgénérationnels où celle-ci tient une place cruciale. Cette génération n'est pas freinée par un sentiment de responsabilité ou de honte, ni prisonnière d'un désir de « tout comprendre, tout pardonner », ce qui ouvre de nouvelles possibilités de connaissance. Elle est en mesure de briser le silence liant les deux générations qui la précèdent. Le silence

de la première génération est, pour les victimes, celui de la honte ou de l'incompréhension au retour de la déportation. Plusieurs interviewés font part de l'impossibilité de raconter à leurs familles la perte de leur dignité : ainsi David Dario Gabbai, juif de Thessalonique déporté à Auschwitz-Birkenau où il est affecté au *Sonderkommando* chargé des fours crématoires, est envahi son retour par un sentiment de culpabilité qui l'empêche de parler. De même, cette déportée polonaise à Auschwitz se mure dans son silence après un dernier témoignage, s'attendant à ne pas être crue tant ce qu'elle a vécu est inhumain. Face à eux les bourreaux se taisent, convaincus que la génération suivante qui n'a pas connu la guerre ne peut comprendre les violences commises – pour preuve le témoignage d'un membre de la Wehrmacht qui n'a avoué qu'en 1998 avoir tué au moins deux mille « partisans » sur le front de l'Est à l'âge de 17 ans. De manière consciente ou inconsciente, la génération des enfants a perpétué, jusqu'à ce qu'il soit remis en cause à la fin des années 1960, ce silence pesant sur un passé trop proche. La génération des petits-enfants peut enfin mener une réflexion plus libre sur le passé et porter un jugement sur ses ancêtres.

L'intérêt du livre réside dans la forme de l'essai retenue pour présenter ces récits de vies. Le choix de ne pas écrire de textes scientifiques au sens classique du terme permet de mettre en lumière la personnalité des interviewés, que Botz souhaite représentatifs de toute une époque. Par ailleurs, les essais comportent une dimension émotionnelle puisqu'y sont consignées les réactions des enquêteurs. Si ce choix d'une histoire subjective est assumé, on regrette néanmoins l'absence de toute analyse de ces récits livrés de manière brute au lecteur.

Marie-Bénédicte Vincent

Guerres et résistances

DOUGHTY Robert A., *Pyrrhic Victory. French strategy and operations in the Great War*, Cambridge (Mass.), The Belknap Press of Harvard University Press, 2005, xiv-518 p., prix non communiqué.

Le général Doughty a dirigé le département d'histoire de l'Académie militaire américaine. Son histoire militaire de la Grande Guerre se lit comme un roman. Non qu'elle soit romancée : ce militaire de profession est aussi un historien professionnel et son livre repose sur l'exploitation systématique des témoignages publiés, notamment de la masse de documents réunie dans les volumes des *Armées françaises pendant la Grande Guerre* ainsi que sur la consultation des archives du Service historique de l'armée de terre et des archives britanniques.

Son titre est un peu réducteur car il ne peut analyser les conceptions stratégiques des états-majors français et leur conduite des opérations, sans prendre en compte directement les armées britannique et américaine et les discussions sur leur rôle, notamment sur l'ampleur de leurs fronts. Les arbitrages entre le front franco-belge et les fronts italiens et macédoniens sont également présentés. Mais le cœur de l'ouvrage est bien la façon dont les choix stratégiques des généraux français ont évolué, les leçons qu'ils ont – ou n'ont pas – tirées des batailles successives en fonction de leur tempérament ou de leur expérience. L'opposition entre partisans de la bataille continue et ceux de la bataille méthodique, par objectifs successifs, est soulignée. Les grandes batailles sont évidemment étudiées, mais on apprécie que les combats d'août 1914 et ceux de 1918 soient eux aussi analysés en détail. Prudent dans ses jugements, Doughty dresse un portrait plutôt positif de Joffre, Pétain et Foch, tout en expliquant leur différends. En revanche, Haig ne sort pas grandi de son livre.

Au total, nous avons là une très bonne histoire militaire de la Grande Guerre dans la continuité de ses cinquante-deux mois, ce qui fait sa force. En revanche, elle est vue du côté allié, c'est sa principale limite : on est d'un côté du front, pas des deux, l'évolution des stratégies allemandes est une donnée, non un problème. Mais une histoire bilatérale est sans doute une entreprise impossible...

Antoine Prost

PAVONE Claudio, *Une guerre civile. Essai historique sur l'éthique de la Résistance italienne*, traduit de l'italien par Jérôme Grossman, Paris, Seuil, « L'Univers historique », 2005, 1^{re} éd. 1991, 988 p., 40 €.

L'ouvrage de Pavone, ancien partisan et historien né en 1920, est le travail le plus accompli jamais écrit sur la Résistance italienne. Cela tient d'abord à la masse impressionnante de sources brassées par l'auteur : documents officiels, correspondances, mémoires de groupes et d'individus de toutes les régions italiennes croisés avec des sources orales et des ouvrages rédigés après 1945. Pavone saisit jusqu'au moindre détail les hésitations, les sensibilités et les choix des acteurs à différents moments de leur engagement. Le mot d'éthique, seule traduction possible, ne rend qu'imparfaitement compte de la signification que Pavone a voulu donner à la *moralità* : non pas « morale », terme qui « risquait de glisser vers la rhétorique de la Résistance ». Non pas « mentalité », terme trop controversé : « “Moralité” est un mot particulièrement apte à rendre compte du territoire où se rencontrent et s'affrontent politique et morale » (p. 18). L'essai de Pavone est bien la rencontre entre des trajectoires et des choix individuels, et une rupture dans l'histoire italienne qui rendait plus dramatiques et douloureux ces mêmes choix. La complexité de cette histoire fait presque regretter un appareil critique réduit. Mais pouvait-il en être autrement dans un volume de près d'un millier de pages ? Malgré l'utile avant-propos de Bernard Droz, le lecteur français qui ne serait pas familier des luttes politiques italiennes éprouvera parfois quelques difficultés à se repérer dans l'abondance des noms propres.

Le choix de l'expression « guerre civile » n'alla pas sans soulever des débats. Elle hérissait les anciens partisans, parce qu'elle supposait selon eux une équivalence entre les combattants de la Résistance, et les soldats et miliciens de la République sociale italienne inféodée aux nazis. Or Pavone met également en scène le camp d'en face et s'intéresse aussi aux raisons qui animaient ces soldats perdus du fascisme. La clé de lecture originale tient en l'analyse d'un conflit qui se démultiplie. Trois

avec flamme par Alleg, qui en fut un des principaux artisans, jusqu'à être arrêté et torturé par l'armée française. Sa plume révéla alors, au-delà des barreaux et dans le monde entier, le visage hideux de la répression française qui ne touchait pas seulement les nationalistes algériens mais aussi les Européens soupçonnés de les soutenir. Sur ce moment, au cœur du livre, on apprend beaucoup de choses, dans le détail, et le témoignage d'Henri Alleg peut maintenant être croisé avec d'autres.

Paradoxe apparent ? Le livre narre l'engagement de l'individu Henri Alleg, dont on voit qu'il est aussi celui d'un couple – Gilberte étant extrêmement présente tout au long du livre – et d'une fraternité militante élargie. Et, en même temps, il est le livre d'un parti. Celui du PCA d'abord, dont les difficultés à toucher massivement les Algériens pourraient être mieux montrées, alors même que ce parti tentait d'incarner un avenir réellement différent pour l'Algérie et ses habitants mais que, sur ce terrain, la concurrence était rude avec les nationalistes, et notamment avec le Front de libération national peu amène, voire franchement hostile, envers les communistes. Celui du parti communiste français aussi dont Henri Alleg reprend les analyses avec (peut-on s'en étonner ?) trop peu de distance : ainsi sur le vote des pouvoirs spéciaux ou encore sur la position du parti communiste français vis-à-vis des individus, en particulier communistes, ayant choisi un soutien actif au FLN ou la désertion.

Après l'indépendance, Alleg rentre à Alger et remet sur pied *Alger Républicain*. Mais il doit finalement renoncer à ce pays, auquel sa vie s'est identifiée, après le coup d'État de Boumediene en 1965. Il s'engage alors au PCF et à *L'Humanité*, même s'il désapprouve la politique de son parti à l'égard de l'Algérie dans les années 1970. Sur ces dernières décennies, ces mémoires sont cependant quasi muettes, Alleg n'évoquant que ce qui, jusqu'à aujourd'hui, le relie encore à l'Algérie.

Raphaëlle Branche

Renouvellements politiques : les années 1970

HATZFELD Hélène, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, Presses universitaires de Rennes/Adels, 2005, 328 p., 21 €.

Maître de conférence à l'Institut d'études politiques de Paris, l'auteur a consacré sa thèse de doctorat de science politique à la question des relations entre le parti socialiste, la CFDT et le mouvement social entre 1971 et 1981. L'auteur a aujourd'hui pour ambition de porter un regard critique sur les années 1970 qui, selon elle, sont souvent « oubliées ou dénigrées » mais qui posent une question fondamentale au (bon) fonctionnement de notre démocratie : « Peut-on faire de la politique autrement ? » À la suite de Mai 68 et du célèbre slogan « Tout est politique », les animateurs des clubs et des partis de gauche entendent effectivement contribuer à la redéfinition des cadres politiques de leur action. De l'aveu même de l'auteur, ce livre cherche donc à cerner « le basculement d'un monde dans un autre, ce temps suspendu entre ce qui n'est plus possible, ce qu'on [...] ne veut plus, ce qu'on combat, et ce qu'on subit, accepte ou choisit ». Pour mener à bien cette réflexion, l'auteur organise son propos autour de trois axes principaux : le débat dans les organisations politiques, syndicales ou bien encore associatives ; le mouvement social vu comme une possible alternative à la crise du politique ; et enfin, l'interpellation du politique par les citoyens eux-mêmes.

Dans la première partie, il est notamment question des réseaux qui œuvrent à la recomposition des forces politiques de gauche au cours de la décennie 1970. Qu'il s'agisse de ce que l'auteur nomme « la diaspora mendésiste », le réseau (CFDT) Reconstruction ou bien encore le club Jean Moulin (étudié il y a peu par Claire Andrieu), chacun a effectivement apporté sa contribution particulière à la régénération de la gauche non communiste. De ce point de vue, le parti socialiste unifié de Michel Rocard (avec puis sans lui) a tenté de jouer en quelque sorte

le rôle de plaque tournante des idées nouvelles qui entendent redéfinir les frontières entre parti, syndicat et association sans pour autant, selon l'auteur, réussir à incarner ce rôle de médiateur politique qu'il entendait jouer. En investissant le champ du local, les GAM (groupes d'action municipale) ont eux aussi, dans le sillage d'Hubert Dubedout, joué un rôle essentiel dans ces tentatives de recherche de nouvelles formes d'organisation. Parallèlement à ces essais de redéfinition dont les Assises du socialisme en 1974 marquent une étape majeure, le mouvement social entend lui aussi contribuer à incarner en quelque sorte une réponse autre que celle des partis politiques traditionnels. Dans cette deuxième partie, il est donc également question de la quête de la nouveauté, notamment en vue de trouver une alternative au « mouvement ouvrier ». À cette démonstration volontariste, correspond également la nécessité de prendre en compte des expressions nouvelles de luttes, telles celles qui se développent autour du combat des femmes pour l'égalité ou bien encore autour du mouvement naissant de l'écologie. Comme c'était déjà le cas pour les mouvements politiques, la poussée de ces nouveaux mouvements contestataires incite les organisations sociales à s'interroger sur leur propre avenir. La troisième partie, consacrée à l'interpellation citoyenne des pouvoirs, est sans doute la plus originale. L'auteur revient en détail sur les sujets émergents des années 1970, telles l'autogestion et la participation. Le chapitre consacré à l'investissement chrétien comporte un certain nombre d'informations extrêmement précieuses pour la connaissance de l'histoire politique la plus récente. D'un point de vue général, on est surtout frappé de la réutilisation d'un certain nombre de ces thèmes dans les années 1980-1990 par les pouvoirs publics eux-mêmes, notamment dans le cadre de la politique de la ville.

L'ouvrage d'Hélène Hatzfeld, à bien des égards, apporte de nombreux éléments susceptibles de stimuler la recherche historique sur ces années 1970 encore très mal connues, malgré quelques tentatives pionnières telles les journées d'études organisées par le Centre d'histoire de Sciences Po sur « Les années Giscard ». L'exercice mené dans l'ouvrage devrait d'ailleurs encour-

ager les chercheurs à dépasser les frontières de la gauche pour réfléchir aux tentatives de modernisation politique et sociale engagées dans certains rangs de la majorité présidentielle avant 1981. En cela aussi, les recherches sur les années 1970 méritent une explicitation rapide de la part des historiens.

Thibault Tellier

BERSTEIN Serge et SIRINELLI Jean-François (dir.) *Les Années Giscard. Valéry Giscard d'Estaing et l'Europe 1974-1981*, Paris, Armand Colin, 2006, 272 p., prix non communiqué.

Voici donc publiés les actes du deuxième colloque consacré au septennat giscardien. Organisé le 26 janvier 2004 par l'Institut pour la démocratie en Europe et par le Centre d'histoire de Sciences Po, comme le précédent (janvier 2002) et le suivant (janvier 2006), il a rassemblé des interventions d'universitaires, de hauts fonctionnaires (J. de Larosière, G. Robin), d'anciens ministres (J. François-Poncet, Y. Bourges), d'anciens Premiers ministres (H. Schmidt et R. Barre), et de Valéry Giscard d'Estaing.

Le colloque portait sur la politique européenne de la France entre 1974 et 1981. En cinq séquences, furent abordés ses aspects essentiels : système monétaire européen (R. Frank), institution du Conseil européen (É. du Réau), élection du « Parlement européen » au suffrage universel (T. Chopin), dispositions en matière de défense commune (M. Vaïsse), cela dans le contexte de la montée en puissance de l'URSS (G.-H. Soutou). En ressort l'importance du choix fait alors par les gouvernants français. Un choix avant tout politique, appuyé sur des convictions fortes et un projet cohérent, mis en œuvre dans un contexte difficile, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Un choix qui engagea de façon décisive et définitive la France dans une nouvelle phase de son histoire.

Tenue en pleine négociation du Traité constitutionnel européen, quand Valéry Giscard d'Estaing présidait la Convention européenne, la rencontre permit de sentir concrètement les interférences

existant, par nature, entre étude du passé et problèmes du présent. Faut-il s'en offusquer, comme un certain nombre d'historiens et de journalistes – pour des raisons d'ailleurs probablement opposées ? C'est le propre de l'écriture de l'histoire du temps présent que de confronter les historiens aux acteurs-témoins, en même temps que les sources écrites aux sources orales. Le dispositif lancé en 2002 se rôde peu à peu. Si les archives présidentielles, déposées aux Archives nationales (P. Geneste est responsable de ce fonds considérable composé de 4 548 cartons) par l'ancien président de la République, n'avaient pu être consultées, faute de temps, en 2002, elles l'ont été en 2004 (certaines dérogations demandées furent toutefois refusées) – et plus encore en 2006. Et le dialogue contradictoire, toujours d'une haute tenue, entre décideurs et chercheurs, fut particulièrement enrichissant.

Deux regrets. Il manque une solide présentation des intervenants, universitaires et dirigeants politiques, afin d'aider les lecteurs à bien les situer. Il manque aussi, comme pour les actes précédents (même si Armand Colin a remplacé Fayard), un vrai travail d'éditeur : absence d'index détaillé des noms et des sigles, si nombreux dans les domaines de la défense et de la diplomatie.

Gilles Richard

Histoire de la santé et de la protection sociale

MAREC Yannick (dir.), *Les Hôpitaux de Rouen du Moyen Âge à nos jours : dix siècles de protection sociale*, Rouen, Éditions PTC, 2005, 178 p., 24 €.

Cet ouvrage collectif propose une histoire des hôpitaux qui constituent aujourd'hui, autour de l'hôpital Charles-Nicolle, le Centre hospitalier régional et universitaire de Rouen. Comme le suggère son sous-titre, l'étude ne se réduit pas à l'histoire de chacune des structures hospitalières, mais prend en compte plus largement l'ensemble des acteurs, y compris les établissements privés, qui ont œuvré pour proposer des solutions aux problèmes sanitaires et sociaux rencontrés au cours des siècles

par la population indigente de la métropole normande. La construction de cette politique de protection sociale est replacée dans le contexte économique, politique et social de la Haute-Normandie, approche qui contribue à éclairer la question de la place de l'hôpital dans la ville.

Le parti retenu, celui d'une histoire chronologique, permet de replacer, sur un temps très long, l'évolution des hôpitaux de Rouen dans l'histoire de l'assistance publique et de la médecine hospitalière. Cette approche offre aussi la possibilité de souligner les spécificités locales : l'accent est mis notamment sur le « système rouennais », réseau local d'assistance articulé autour du principe des secours médicaux à domicile et qui connaît son apogée sous la Troisième République.

Le texte central est servi par la présence de nombreux encadrés éclairant certains points d'histoire médicale, avec une place de choix faite à l'histoire de la lutte contre les épidémies. En contrepoint de l'analyse chronologique, des thématiques transversales proposent des textes synthétiques sur l'architecture des hôpitaux rouennais et sur l'histoire de la formation des médecins et du personnel soignant. Le lecteur a également à sa disposition plusieurs outils précieux : une carte des sites hospitaliers de l'agglomération de Rouen, une liste des dépendances des hôpitaux et une soixantaine de notices biographiques où sont présentés les éléments essentiels de la vie de ceux, médecins, mais aussi responsables administratifs, qui ont marqué l'histoire des hôpitaux de Rouen. Une iconographie riche et souvent inédite vient compléter l'ensemble.

Au final, c'est un travail à la fois synthétique et très documenté qu'a dirigé Yannick Marec, professeur de l'université de Rouen et spécialiste de l'histoire de la protection sociale. L'ouvrage confirme l'intérêt de l'approche régionale pour l'histoire des questions sociales, seule approche véritablement capable de privilégier un traitement à la fois précis et global des questions d'assistance. Il constitue un apport essentiel à l'histoire hospitalière française.

Françoise Salain Ramalho

BENAMOZIG Daniel, *La Santé au miroir de l'économie. Une histoire de l'économie de la santé en France*, Paris, PUF, « Sociologies », 2005, 486 p., 34 €.

Les difficultés de financement du système de santé français sont aussi anciennes que la Sécurité sociale et justifient régulièrement des réformes de ce système. Au-delà de l'analyse financière, une réflexion sur l'économie de la santé est menée depuis le début des années 1970, sans avoir nécessairement influencé les réformes mises en œuvre. Ce champ s'est progressivement développé et constitué en corpus de connaissances, non sans avoir été un enjeu politique. Dans un premier temps, il s'est agi de constituer des agrégats statistiques, en particulier en collaborant avec la comptabilité nationale. Ces agrégats permettent aujourd'hui à l'historien de mesurer le poids croissant de la santé dans l'économie nationale. Ensuite, l'association de l'économie à la sociologie, puis aux disciplines médicales a permis d'affiner les analyses et d'enrichir la réflexion, et partant de mieux mettre en évidence les dysfonctionnements du système. Plus récemment, l'économie de la santé a produit de nouveaux outils pour la réforme, par sa contribution à l'élaboration des Réseaux de soins coordonnés. Pour décrire cette économie de la santé, Benamouzig s'appuie sur les concepts de la sociologie de la connaissance et sur ceux de la sociologie politique, et se réfère à la notion de « motif cognitif ». L'ouvrage suit une trame chronologique, et permet ainsi de retrouver les relations entre le Commissariat au Plan et les organismes à l'origine de l'économie de la santé en France, comme le Credoc ; les contributions à l'élaboration d'outils comptables ou statistiques ; l'introduction des sciences sociales. À la fin des années 1970, l'économie de la santé est traversée par des débats idéologiques tandis qu'elle accède à sa pleine reconnaissance académique, marquée par la création d'une première unité au sein de l'Inserm et le départ des économistes de la santé du Credoc pour constituer le Credes au début des années 1980. Enfin, dans les années 1990, se pose le problème d'une orientation libérale avec la réflexion sur les Réseaux de soins coordonnés.

Cet ouvrage permet tout d'abord d'appréhender le jeu des acteurs et des institutions dans le champ de l'économie de la santé et de comprendre des rapports de force. Il offre alors des perspectives de comparaison intéressantes avec d'autres travaux sur l'histoire de l'administration. Mais c'est aussi l'histoire de la professionnalisation d'une expertise, permettant de saisir les apports de différents champs de connaissance et de réfléchir aux modalités suivant lesquelles des savoirs sont reconnus et légitimés, et ce point de vue autorise des comparaisons avec l'histoire des sciences. Enfin, ce livre dense et très informé se révèle assez vite indispensable aux historiens de la santé du second 20^e siècle.

Sophie Chauveaud

JABLONKA Ivan, *Ni père ni mère. Histoire des enfants de l'Assistance publique (1874-1939)*, Paris, Seuil, 2006, 367 p., 24 €.

Des films et des livres autobiographiques ont récemment fait remonter à la surface des errances enfantines. C'est en historien talentueux du social et de l'intime qu'Ivan Jablonka aborde le destin d'enfants placés par l'Assistance publique de Paris. Sans excès de misérabilisme, il rouvre les dossiers de ces mineurs abandonnés, orphelins ou retirés à leur famille pour mettre au jour une autre histoire de l'enfance afin de comprendre l'expérience du vivre-sans parents.

Qui étaient ces enfants, quel avenir leur ouvrait-on ? Ivan Jablonka propose ici une histoire sociale qui n'écrase pas les individualités. Et c'est avec bonheur que l'ouvrage apporte un éclairage différent et complémentaire de la belle étude de Virginie de Luca consacrée aux inspecteurs de l'Assistance publique (1820-1930). L'ouvrage a les qualités d'un travail en sciences sociales et d'une œuvre littéraire. Tout au plus peut-on reprocher à son auteur un ou deux raccourcis stylistiques (comme ce Moïse semblant « rejeté par ses parents biologiques ») et l'historien du social regrette quelques descriptions « impressionnistes ». Mais ne boudons pas notre plaisir, trop de jeunes historiens n'ont pas su adapter

leur travail de thèse pour l'édition. L'auteur rend ainsi accessible à un large public une recherche fort bien problématisée.

Tout en restituant des éléments de vie quotidienne où se mêlent sentiment d'humiliation, solitude et liberté, Ivan Jablonka s'attaque au projet républicain d'assistance. C'est en grande partie à travers le volontarisme politique et administratif qu'est étudiée la fonction attribuée à ces enfants dans une société qui change brutalement. Comme le précise l'auteur lui-même à la fin de son introduction : « Ce livre retrace l'histoire d'une réhabilitation manquée, celle qu'avait rêvée, après les révolutionnaires, la Troisième République triomphante. »

À partir de la reconstitution des destins d'enfants abandonnés ou retirés à leur famille, l'auteur identifie trois moments dans l'action de la Troisième République. Entre 1870 et le début des années 1890 sont jetées les bases d'une politique d'État marquée par la volonté de sauver des vies et de protéger l'enfant. Dans la continuité de ce qui s'est déjà développé, l'administration s'organise pour gérer avec une plus grande efficacité un problème sanitaire et social. Mais la véritable rupture a lieu entre le milieu des années 1890 et la guerre de 1914, période qualifiée d'âge d'or d'un projet républicain d'Assistance publique. L'auteur se risque même à parler de véritable mue d'une administration, bras armé d'un État solidariste, scientifique et agrarien. Ivan Jablonka relie les ambitions pédagogiques d'une institution avec un projet politico-social mais aussi un sentiment d'enfance qui modifie le regard sur l'abandon. Les mesures ne sont pas sans effet sur le sort des enfants, et l'auteur de relever les progrès dans l'état sanitaire, la scolarisation, une possible intégration dans des sociétés rurales de ces enfants. La première guerre mondiale clôt l'ère des grandes réalisations. L'entre-deux-guerres révèle les limites et même la crise d'une Assistance publique, sa difficulté à prendre en compte les évolutions de la politique de la famille, les changements économiques et sociaux. Ivan Jablonka évoque une ambition sociale qui tourne en rond et une Assistance publique qui, après avoir été un mouvoir, puis un creu-

set, fonctionne alors davantage comme une garde-rie. C'est donc un vrai sujet qui est traité dans une étude qui, centrée sur l'enfance, revisite le projet républicain.

Pascale Quincy-Lefebvre

Syndicalismes

PIGENET Michel, PASTURE Patrick et ROBERT Jean-Louis (dir.), *L'Apogée des syndicalismes en Europe occidentale*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005, 281 p., 25 €.

Cet ouvrage est issu d'un travail collectif conduit de 1999 à 2004 par une quarantaine d'historiens, de sociologues et de politologues originaires de sept pays différents. L'introduction de Michel Pigenet dit clairement son intérêt qui est d'affronter les difficultés de l'histoire comparative et en avoue les limites dues à l'hétérogénéité de la documentation et à la difficulté dite « sémantique » qui est d'ajuster des réalités fort différentes d'un pays à l'autre mais rangées sous le même vocable. Les ambitions affichées sont d'évoquer « les terrains d'interventions syndicales », « les attitudes des syndicalistes au sein des institutions » et, face à certains acteurs de la période, « de s'attacher aux représentations et imaginaires ». Les huit chapitres d'auteurs différents montrent le syndicalisme confronté, dans les pays de l'Europe de l'Ouest, aux mutations des sociétés occidentales après la deuxième guerre mondiale avec des phénomènes aussi massifs que la tertiarisation de l'emploi, l'extension du salariat, notamment féminin, le développement de l'État social ou une professionnalisation qui rend caduc le militantisme traditionnel. Tout l'intérêt du livre est de montrer que les réponses apportées aux problèmes ainsi posés, largement identiques, loin d'être uniformes, découlent de l'enracinement des syndicalismes dans des cultures différentes, nationales, bien sûr, mais aussi « corporatives », et parfois régionales, dans le cas de la Belgique notamment.

Les approches d'auteurs venus de plusieurs disciplines n'ont rien d'uniforme. Certaines sont

délibérément empiriques : l'analyse des syndicalismes enseignants par exemple constitue une étude extrêmement précise de l'histoire des systèmes scolaires allemands, français et anglais, d'où découlent les positionnements syndicaux. Les interrogations du chapitre cinq sur les rapports des syndicalismes et des « nouveaux » mouvements sociaux, tout en étant aussi précises, ont plus d'ambitions théoriques et débouchent sur une réflexion sur « le concept du mouvement social ». L'analyse du cas belge qui fait l'essentiel du chapitre six montre l'impact de l'héritage catholique en Flandre et celui du socialisme en Wallonie : le syndicalisme d'origine chrétienne apparaît comme répondant mieux que son rival aux aspirations des syndiqués du secteur secondaire en pleine expansion. Les évolutions récentes brouillent des distinctions que l'on ne peut plus accepter qu'avec prudence ; celles, par exemple qui oppose un syndicalisme allemand très structuré, centralisé et un syndicalisme anglais qui laisse un large rôle au *shop steward* dans son atelier, alors même que l'IG Metall doit faire effort pour donner plus de poids au socle des militants et se rapprocher ainsi de sa base.

Des pages particulièrement éclairantes, du chapitre six, analysent les évolutions du militantisme et des militants, en donnant à ceux-ci toute leur épaisseur humaine. On y perçoit l'effacement du militant traditionnel derrière le permanent, dont le rôle et les droits sont définis par l'évolution de la législation avec, à terme, l'acheminement vers le syndicalisme réduit à un appareil tel qu'annoncé par Pierre Rosanvallon.

Les huit chapitres du livre n'ont pas le même degré d'originalité. On peut trouver plus plats que les précédents les deux derniers consacrés à la perception des syndicats par les opinions publiques et à la communication syndicale. Mais par l'ouverture au comparatif comme par la diversité des approches, cet ouvrage est du plus grand intérêt.

Pierre Guillaume

POUCET Bruno (dir.), *Revue du Nord*, 20, hors série « Visages du mouvement enseignant au XX^e siècle. Syndicats et associations », 2005, 187 p., 23 €. 10.73.217.92

Ce numéro hors série de la *Revue du Nord* regroupe les actes des travaux de la journée d'étude sur le syndicalisme enseignant organisée par l'université de Picardie. Les auteurs des différentes contributions, sans rejeter l'histoire des institutions, s'inscrivent dans une démarche culturelle qui vise mieux comprendre l'identité des groupes syndicaux et professionnels. Ces visages du mouvement enseignant sont tour à tour déclinés aux échelles nationale, locale et professionnelle. Si les faits évoqués sont bien connus dans leur ensemble, si les relations entre syndicats et associations dans le cadre de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN) n'offrent plus guère de zones d'ombre, le parti pris de cette approche permet un nouveau questionnement et une mise en perspective de nature à remettre en cause certaines idées reçues.

Le rôle central que joua, au moins jusque dans les années 1960, la Société des agrégés dans le mouvement enseignant apparaît ainsi sous un jour nouveau. C'est en son sein que se sont croisés nombre de militants syndicaux et responsables associatifs. Elle fut notamment à l'origine de la constitution du Comité d'action universitaire en 1951. Ce dernier réunit un temps toutes les organisations du second degré et de l'enseignement supérieur. Pour autant, il est bien difficile de faire cohabiter au sein de la puissante Fédération de l'Éducation nationale des idéologies politiques et des cultures professionnelles différentes. Le visage de la division est consubstantiel à sa naissance en 1946. Les instituteurs s'opposent aux professeurs, et ce n'est pas la bataille contre les lois Marie et Barangé qui va atténuer les différends. En fait, deux cultures syndicales s'affrontent et préfigurent l'éclatement de la FEN dans les années 1990. En dépit d'une tentative de rapprochement entre le CNAL (Comité national d'action laïque) et le CNEC (Comité national de l'enseignement catholique), longtemps restée secrète, la guerre scolaire ne demande qu'à renaître.

L'intérêt de cet ouvrage est aussi de prendre en compte la déclinaison locale du débat national.

Grâce à de nombreux fonds d'archives publiques et privées, l'histoire de la naissance et de l'affirmation d'un syndicalisme enseignant en Picardie est possible, mais l'originalité n'est pas là. Elle réside bien plus dans la tentative de faire émerger un visage propopographique qui permette de « rendre sa place à l'individu au sein des masses ». Des vies passionnées et passionnantes entrent dans l'histoire : celles de ces militants et militantes aux engagements multiples, du syndicalisme à la politique en passant par la Ligue des droits de l'homme et la Libre Pensée. Le pacifisme a profondément marqué le Syndicat national des instituteurs de l'entre-deux-guerres, au point, selon la thèse soutenue dans une des contributions, qu'un certain nombre de dirigeants locaux firent le choix de la collaboration. Si l'exemple de la Somme, terre des combats parmi les plus meurtriers de la première guerre mondiale, confirme que Vichy ne fut pas un point de départ absolu, mais plutôt un aboutissement, il est difficile toutefois de penser, sauf à croire à un quelconque déterminisme en histoire, que le pacifisme fit seul le lit de l'armistice et de la collaboration.

Le dernier visage évoqué est celui d'un syndicalisme qui se nourrirait de la culture universitaire produite par la recherche. Les travaux universitaires sont-ils l'occasion d'un renouvellement de la réflexion pédagogique ? Depuis une trentaine d'années, les organisations syndicales enseignantes se sont, mieux qu'auparavant, intéressées aux questions de pédagogie. L'exemple de l'éducation physique et sportive prouve que le militantisme syndical et le militantisme disciplinaire ont joint leurs efforts pour transformer une discipline qui a su s'imposer dans l'école.

Voilà donc un travail utile, passionnant et doté de surcroît de très riches annexes documentaires. Il aurait été malgré tout intéressant d'ajouter une étude sur les relations avec l'ensemble des associations complémentaires de l'Éducation nationale. Nous aurions probablement constaté que les mêmes militants et militantes s'y retrouvaient aussi, tant les engagements syndicaux et associatifs dans le domaine de l'éducation sont imbriqués.

Didier Fischer

Éducation, culture, engagements

CASPARD Pierre, LUC Jean-Noël et SAVOIE Philippe (dir.), *Lycées, lycéens, lycéennes, deux siècles d'histoire*, Lyon, INRP, 2005, 502 p., 32 €.

Il est loin le temps où, en 1970, Antoine Prost pouvait s'interroger sur l'état de l'histoire de l'éducation en France. Incontestablement, les actes de ce colloque tenu en 2002 sont là pour rassurer le lecteur attentif : la recherche a progressé et de belle façon. Ce livre est le panneau central d'un triptyque : le premier était consacré aux sources (*Mémoires de lycées, archives et patrimoine*, INRP, 2003), le second à une approche internationale (« L'enseignement secondaire, histoire institutionnelle, culturelle et sociale », *Paedagogica historica*, XL, I et II, avril 2004), le centre, lui, est circonscrit aux lycées français – principalement de garçons et en métropole, sauf exception.

Le livre répond à un triple objectif : faire un état de la recherche, proposer des analyses sur des aspects précis sans tomber dans l'érudition ostentatoire ou le culte mémoriel, tracer des perspectives, en insistant sur telle ou telle investigation souhaitable. On le voit, la richesse du propos est grande et en dépit de cette haute exigence, le livre n'est pas réservé aux spécialistes. Cet ouvrage montre enfin que la connaissance en histoire de l'éducation est plurielle : on y retrouve des historiens, des archivistes, des spécialistes des sciences de l'éducation, des sociologues, des politistes, des littéraires. La plupart sont chercheurs chevronnés ou débutants, mais tous aussi, à un titre ou à un autre, sont ou ont été acteurs, et restent toutefois à distance par rapport à leur propre histoire. Ici, pas de nostalgie d'un âge d'or révolu, mais la volonté de comprendre et de faire comprendre. Les sources convoquées sont variées : archives traditionnelles revisitées ou explorées avec un regard nouveau, archives orales, presse syndicale ou corporative, trop souvent ignorée, littérature grise.

Les trente-neuf chapitres de l'ouvrage sont encadrés par une très substantielle introduction dressant l'état de la recherche et s'achèvent par une manière de regard prospectif sur les résultats

scientifiques du colloque. Au cœur, quatre parties : enjeux politiques et idéologiques, enseignement, professeurs et lycéens, administration. Le résultat de cette quête est de tracer un tableau nuancé, tout en finesse et en dégradé, d'une institution qui, vaille que vaille, poursuit son existence aujourd'hui. Certes, nombre de chapitres sont consacrés à l'histoire des lycées au 19^e siècle, mais bien des aspects de l'histoire récente sont pris en compte, en particulier un élément trop souvent ignoré, celui des constructions scolaires aussi bien du point de vue de l'organisation administrative que de l'architecture des établissements.

Il ne s'agit pas d'une synthèse : celle-ci est vraisemblablement impossible à écrire tant que l'on n'aura pas défini la finalité du lycée aujourd'hui. Le propos est donc plus modeste. Par-là même, il est novateur.

Bruno Poucet

MARTIN Laurent, *La Presse écrite en France au XX^e siècle*, Paris, Le Livre de Poche, « Inédit. Histoire », 2005, 256 p., 6,95 €.

Laurent Martin synthétise ici en deux cents pages l'histoire d'un siècle mouvementé pour les journaux : de la Belle Époque, âge d'or de la presse en France, aux bouleversements provoqués par l'arrivée des quotidiens gratuits. L'œuvre des auteurs de *l'Histoire générale de la presse française* (parue aux PUF) n'ayant pas été reprise depuis trente ans, c'est un champ de recherche particulièrement éclaté qu'il s'agissait de présenter. L'auteur utilise et situe pour chaque période les apports de plus de deux cents travaux universitaires. Profitant des multiples directions prises par ces études (histoires des journaux, agences, groupes de presse, mais aussi économie et politique, histoire des gens de presse...), il renouvelle le genre de la synthèse en donnant des exemples nouveaux, pour illustrer des phénomènes de mieux en mieux connus (l'émergence du modèle de la presse de masse ou la censure en temps de guerre par exemple). L'ouvrage a d'ailleurs les lacunes récurrentes du champ qu'il examine, la

faiblesse des études de doctorat notamment. Pour la période la plus contemporaine enfin, Laurent Martin relaie les signaux d'alerte lancés par les chercheurs en économie de la presse devant l'ampleur des phénomènes de concentration.

Au final, l'ouvrage proposé, reprenant une périodisation maintenant bien établie, est clair et de lecture aisée. Il présente dans chaque chapitre d'assez nombreux documents iconographiques, souvent intéressants par leur originalité. Dans un paysage éditorial qui a pris l'habitude de mêler les destinées des différents médias, ce livre a également le mérite de montrer les spécificités du support écrit, et de les inscrire dans le temps. L'ensemble de ces qualités en font un outil de travail précieux pour les étudiants et les chercheurs.

Claire Blandin

BOUDIC Goulven, *Esprit 1944-1982. Les métamorphoses d'une revue*, Paris, IMEC, 2005, 464 p., 35 €.

Ce livre constitue l'édition partielle d'une thèse de doctorat en science politique sur *Les Métamorphoses d'une revue, Esprit, 1932-1982*. Les deux premières parties, qui portent sur les années 1944-1950, revisitent une période déjà étudiée par Michel Winock (« *Esprit* ». *Des intellectuels dans la cité 1930-1950*, 1996), mais en tirant parti de nouvelles archives. Les trois suivantes – qui sont forcément les plus neuves – prolongent l'analyse jusqu'en 1982, moment où le lien à l'expérience fondatrice se défait.

De 1944 à 1977, trois périodes se dégagent, symbolisées par autant de « mots totems » qui s'imposent à chaque fois dans la mesure où ils indiquent la ligne dominante, tout en étant suffisamment flous pour permettre le maintien d'un fragile équilibre interne. Jusqu'en 1957, on parle de « civilisation du travail », expression traduisant en fait la domination d'un courant révolutionnaire persuadé de l'avenir communiste du monde. Autour de Jean Lacroix ou d'Henri Bartoli, ce courant, qui semble avoir pris un certain ascendant sur Emmanuel Mounier à la fin de sa vie, oblige le nouveau patron d'*Esprit* en 1950, Albert Béguin, à batailler ferme

pour maintenir le pluralisme de la revue. À partir de 1957, sous la direction de Jean-Marie Domenach, c'est désormais l'idéal de la « modernisation », les déconvenues de l'utopie révolutionnaire laissant la place aux rêves de l'utopie technocratique, dans le sillage d'un Michel Crozier. Mais le désenchantement, perceptible dès le milieu des années 1960, flagrant dans l'explosion de Mai 68, débouche sur le temps de « l'autogestion », caractérisé par un recentrage sur un projet socialiste qui rejette aussi bien les dérives gauchistes que la reconstruction de la gauche sur un mode traditionnel. Par rapport à toutes ces évolutions, vécues comme autant d'actualisations du projet initial, la véritable rupture se produit en 1977 lorsque Paul Thibaud, prenant la relève de Domenach, fait d'*Esprit* l'un des lieux de la réflexion antitotalitaire et de la défense de la démocratie libérale, se rapprochant par exemple des anciens animateurs de *Socialisme et Barbarie*. Dès lors, c'est le personnalisme, marqué par sa matrice antimoderne, qui fait difficulté. Désacralisant l'héritage de Mounier, la revue se détache d'une pensée présentée par son nouveau directeur comme « l'ombre portée de la chrétienté défunte ».

Très détaillée (trop parfois ?) cette histoire politique et intellectuelle d'*Esprit* apporte beaucoup. Elle aurait cependant gagné à une meilleure contextualisation religieuse, même si la revue n'a jamais été confessionnelle. Non que cette dimension soit ignorée, mais on regrette d'y relever quelques erreurs factuelles surprenantes, comme celle qui fait de Teilhard de Chardin – le célèbre jésuite – un dominicain (p. 309 et 310), alors même que l'auteur met en évidence un phénomène peu connu, la critique précoce du teilhardisme dans les pages d'*Esprit*.

Yvon Tranvouez

KING Richard H., *Race, Culture, and the Intellectuals 1940-1970*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2004, 398 p., 24,95 \$.

Dans cet ouvrage de près de quatre cents pages, Richard H. King analyse le rôle des intellectuels,

notamment américains et européens, dans la construction et la déconstruction de l'antisémitisme, du racisme et des modèles de répression et de résistance. Dans son analyse de l'histoire intellectuelle du racisme, il affirme que la définition biologique de la race fut discréditée dans les années 1920 et que la fin de la deuxième guerre mondiale a eu un impact indéniable sur l'émergence des idées universalistes. Voulant se débarrasser des racines idéologiques de l'Holocauste, les intellectuels des années 1940 et 1950 ont posé les bases d'un universalisme qui se fondait sur l'unicité de l'Homme. Les différences « raciales » étaient soit escamotées, soit clairement rejetées. Beaucoup de ces intellectuels tels que W. E. B. Du Bois, Jean-Paul Sartre, Theodor W. Adorno, et Max Horkheimer se sont inscrits dans la tradition marxiste de la dénonciation de l'ordre social, colonial et « racial » ; King met en évidence les faiblesses et les maladroites des intellectuels de gauche dans le traitement et l'analyse du racisme et de l'antisémitisme. Ces mouvements, cantonnés dans une perspective culturaliste (Gunnar Myrdal) ou anticapitaliste (École de Francfort), se sont trouvés parfois déconnectés de la réalité sociologique des peuples colonisés ou opprimés.

Par ailleurs, selon King, le particularisme, qui est paru avec le procès d'Adolf Eichmann en 1961, correspond à l'effacement de l'universalisme et à l'avènement de la culture comme base d'identification et de différenciation. Si l'universalisme des années 1940 et 1950 était défendu surtout par des intellectuels juifs, marqués, d'une manière ou d'une autre, par la deuxième guerre mondiale, le particularisme qui s'en suivit était l'apanage des Noirs. En effet, la prise de conscience par ceux-ci du caractère inacceptable du colonialisme et de la domination raciale en Afrique et dans les Amériques a été un élément fondamental dans l'émergence du courant particulariste. Le brassage entre les intellectuels et les écrivains noirs tels que C. L. R. James, Richard Wright, Ralph Ellison, Frantz Fanon, Aimé Césaire, Léopold Senghor, qui pour la plupart étaient des déçus du communisme, a fait apparaître le caractère spécifique du problème noir. King montre avec pertinence qu'au-delà de

l'unité raciale, le débat fut houleux sur des questions intellectuelles, idéologiques et politiques centrales, à savoir la spécificité de la culture noire dans sa relation avec les cultures occidentales dominantes, la prédominance de la culture africaine dans le façonnement de la culture afro-caribéenne et afro-américaine et enfin la place du marxisme (plutôt universaliste) dans les mouvements de libération en Afrique (plutôt particularistes).

Malgré une démarche parfois rigide, qui occulte les passerelles intellectuelles entre les idées et les arguments juxtaposés, King apporte avec cet ouvrage une contribution majeure, sinon inégalée, à l'étude et à la compréhension du bouillonnement intellectuel d'après-guerre. La maîtrise des concepts, des théories, des courants et des grands auteurs qui ont marqué la période étudiée, fait de *Race, Culture, and the Intellectuals* un livre fascinant, solidement charpenté. Peu d'ouvrages ont pu mettre en valeur le lien entre racisme et antisémitisme, entre universalisme et anticolonialisme, entre philosophes et littéraires et entre tradition intellectuelle juive et mouvements intellectuels noirs. De ce point de vue, Richard H. King rend service à tous ceux qui s'intéressent à deux questions parmi les plus brûlantes de nos sociétés d'aujourd'hui : le racisme et l'antisémitisme. Au moment où le débat fait rage à propos de l'héritage esclavagiste et colonialiste de la France, un tel ouvrage nous paraît incontournable.

Taoufik Djebali

Loisirs et culture de masse

FRAUENFELDER Consuelo, *Le Temps du mouvement. Le cinéma des attractions à Genève (1896-1917)*, Genève, Presses d'histoire suisse, « Travaux d'histoire suisse », 2005, XVI-186 p., prix non communiqué.

HAYER Gianni et JAKES Pierre-Emmanuel, *Le Spectacle cinématographique en Suisse (1895-1945)*, Lausanne, Éditions Antipodes/Société d'Histoire de la Suisse romande, 2003, 133 p., prix non communiqué.

L'histoire du spectacle cinématographique des dispositifs spectaculaires et pratiques spectatorielles – est un des chantiers phares de l'histoire culturelle du cinéma. Les universités helvétiques nous ont récemment donné plusieurs exemples de la vivacité de ces études en Suisse ; les deux ouvrages présentés ici en témoignent à leur tour.

Celui de Frauenfelder est issu d'un travail de doctorat sur le cinéma des premiers temps à Genève ; il vise, comme l'explique le préfacier, à montrer « comment, dès les dernières années du 19^e siècle, les films ont atteint leurs destinataires, quels étaient ces derniers », en s'inscrivant pleinement dans une démarche d'histoire culturelle. Le livre s'ouvre sur l'événement fondateur en ce qui concerne l'histoire du spectacle cinématographique en Suisse : l'Exposition nationale de Genève, en 1896, dans le cadre de laquelle sont à la fois projetés les premiers films vus en Suisse et réalisées les premières vues du cinéma helvétique. Ces films se font le relais de la mythologie bucolique mise en scène par l'Exposition, et qui est le principal fondement de l'imaginaire national. Le succès qu'y rencontre la projection d'images animées pousse certains des pionniers de la projection et de l'enregistrement, dont l'auteur présente en détail la trajectoire, à poursuivre leurs expériences. C'est ensuite toute l'histoire des balbutiements de l'exploitation cinématographique genevoise qui nous est exposée, avec une analyse précise des subtiles transitions qui la mènent de l'itinérance foraine à la sédentarisation. Ce processus, par lequel s'opère la légitimation du cinéma, est aussi concomitant de l'apparition d'un discours répressif : ce nouveau spectacle, qui a désormais droit de cité au cœur de la ville, doit être contrôlé, et l'auteur montre bien sur quels « enjeux sociopolitiques » se fonde la naissance de la censure, dans les années 1910, articulée autour de la préservation de l'ordre public et des bonnes mœurs. Cet ouvrage, qui s'appuie sur l'exploitation de sources nombreuses et variées, souvent inédites, constitue donc un bon exemple de la voie à suivre dans le champ de l'histoire culturelle du cinéma des premiers temps.

La synthèse publiée par Hayer et Jakes constitue aussi un modèle : en la focalisant sur la séance

de cinéma, constituée en « objet historique central », les auteurs se donnent pour but de « déplacer [leur] regard de l'œuvre et de son créateur vers l'activité sociale impliquée par l'acte d'aller au cinéma ». En s'appuyant sur la bibliographie existante, ils reconstituent les divers aspects et l'évolution de la séance de cinéma en Suisse dans la première moitié du 20^e siècle : structures et architecture de l'exploitation, systèmes de production et de distribution, publics et législation, tout est prétexte à une contextualisation féconde de ce *lieu*, dans lequel peuvent ainsi être décelés le sens des pratiques spectatorielles et les représentations qui les sous-tendent. La démarche de l'histoire culturelle du cinéma trouve donc ici encore une très bonne illustration.

Dimitri Vezyroglou

MARGOLICK David, *Beyond Glory. Joe Louis vs. Max Schmeling, and a World on the Brink*, New York, Alfred A. Knopf, 2005, 423 p., 26,95 \$.

Le combat fut rapidement terminé. En cette nuit humide du 22 juin 1938, il n'avait fallu que cent vingt-quatre secondes à Joe Louis, champion dans la catégorie poids lourd, pour envoyer au tapis l'Allemand Max Schmeling, précédent tenant du titre. Le combat en lui-même ne s'était distingué que par la férocité de l'assaut mené par l'Américain. Pourtant, la revanche Louis/Schmeling à New York a longtemps été considérée comme un événement historique majeur. Les deux boxeurs étaient devenus des symboles de leur pays respectif et la rencontre était largement vue comme une métaphore d'un conflit politique et social international. Margolick, ancien chroniqueur judiciaire au *New York Times*, fait inexorablement progresser son récit jusqu'à la scène finale du livre dans un style élégant et fluide. Bien que l'événement en question soit fort bien connu, le livre en offre une interprétation renouvelée et séduisante. L'auteur, en mêlant la biographie des deux hommes à l'analyse des contextes politico-culturels américains et allemands, replace leur combat dans une multitude de perspectives enchevêtrées.

Une des grandes forces de *Beyond Glory* tient à cette prise en compte du contexte international. Margolick, en utilisant des sources venues d'Afrique du Sud, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de France et de l'Empire britannique, parvient à nous restituer le retentissement planétaire qu'a eu cet événement sportif. L'issue du combat fut en effet comme une humiliation publique infligée à l'Allemagne nazie juste avant son entrée en guerre. La supériorité physique de Louis – mélange extraordinaire de puissance et de rapidité –, et sa modestie soigneusement étudiée semblaient remettre en question les théories raciales sur lesquelles reposaient l'impérialisme occidental et l'idéologie nazie.

Beyond Glory s'appuie en grande partie sur les récits des journalistes sportifs de l'époque qui dressent un portrait des deux boxeurs proche de celui que reconstruit Margolick. Schmeling reste le « Teuton » calculateur et opportuniste dont le succès réside dans une approche cérébrale de la boxe, ses qualités techniques, une bonne préparation physique et beaucoup de chance. Tandis que Louis est toujours « le bombardier brun » [*The Brown Bomber*], un formidable combattant aux exceptionnelles capacités physiques, au punch dévastateur, mais prenant toujours soin de préserver son image publique. Parce qu'au fond ces deux personnalités restent assez énigmatiques, ce sont les personnages secondaires qui font l'attrait principal de l'ouvrage : Jack Blackburn (le manager de Joe Louis), Jack Johnson, le célèbre ex-champion poids lourd, et Arno Hellmis, le commentateur radio nazi. De même, la relation complexe entre Schmeling, favori du Troisième Reich, et Joe Jacobs, son manager juif américain, est décrite avec beaucoup de précision et de sagacité.

La principale faiblesse du livre tient à l'événement lui-même qu'il est censé relater. En effet, le second combat entre Louis et Schmeling, contrairement à celui de 1936, offre peu d'intérêt aux yeux du passionné de boxe. Si Margolick rend parfaitement compte de l'importance du combat au plan de la politique internationale, il se montre moins convaincant quand il s'agit d'apprécier sa place dans l'histoire de la boxe poids lourd. Peut-être

Joe Louis a-t-il été le plus grand boxeur de tous les temps pendant deux minutes et quatre secondes, c'est en tout cas ce que soutient Margolick. Mais en cette fatale nuit de juin, Schmeling était déjà un peu rouillé et sur le déclin ; et on tremble en imaginant la correction que Joe Frazier, George Foreman, Jack Dempsey, Jack Johnson ou Mohammed Ali auraient pu lui infliger.

Michael Socolov
(traduction de Bruno Poncharal)

En banlieue

MORDILLAT Gérard et JACQUET Frédérique, *Douce banlieue*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2005, 255 p., 200 photos, 30 €.

Comme le rappelle Frédérique Jacquet dans une postface intitulée « Retrouver la banlieue » à qui d'ailleurs l'actualité récente donne une acuité toute particulière, « la banlieue, celle d'hier comme celle d'aujourd'hui, mérite le respect et s'ouvre à la tendresse ». Dans cette perspective, la directrice des archives de Saint-Denis a mis en place de 2001 à 2004 des ateliers de mémoire afin de démontrer que la banlieue, les banlieues devrait-on plutôt dire, est bien autre chose qu'un territoire en proie aux stigmatisations et à l'amnésie collective quand il s'agit d'évoquer sa propre histoire. Au total, une soixantaine de ces ateliers ont permis de donner la parole à environ quatre cents personnes, favorisant par là même le dialogue intergénérationnel puisque l'âge des personnes interrogées allait de 14 à 92 ans. Une exposition intitulée « Douce banlieue, mémoire retrouvée, identité partagée », a été présentée au cours de l'année 2004. Quatre cents photos accompagnées de bornes sonores étaient mises en scène autour de quatre grands thèmes : « la ville ouvrière », les « moments de vie », « ensemble », « les années de formation ».

Les choix opérés par Frédérique Jacquet et le romancier-cinéaste Gérard Mordillat reprennent, en l'étoffant, ce découpage thématique. On peut ainsi, au gré de ses envies, se laisser porter vers

telle ou telle des dix-huit « escales » proposées parmi lesquelles l'enfance, les grandes espérances ou bien encore le dimanche. Celle intitulée « cité » invite ainsi le lecteur à partager l'intimité des foyers des travailleurs modestes de Saint-Denis. Les facteurs de cohésion sociale font l'objet d'une attention particulière tout au long du livre. À l'entrée « Bistrot », il est par exemple rappelé que ce dernier a représenté très longtemps la « pierre angulaire d'une ville ouvrière aride et vivre. Il en est l'âme et le régulateur ».

Comme le dit avec force Gérard Mordillat dans un texte qui n'est pas sans rappeler d'ailleurs son œuvre romanesque, ces photos n'ont pas été faites pour le désir de s'inscrire dans une perspective artistique, mais avant tout pour témoigner de la vie qui avait cours. Il s'agit, selon l'auteur de *Les Vivants et les Morts*, d'un « geste social dont l'objet est de rendre publique [...] une image valorisante de soi, d'affirmer une dignité que ni les tâches ingrates ni les logements misérables ne peuvent entamer ».

À la suite notamment des travaux d'Annie Fourcaut sur la banlieue parisienne, ce livre-album qu'accompagne un CD composé de quinze témoignages d'habitants, donne à revisiter le passé, parfois intime, des familles qui ont vécu, au 20^e siècle, dans ce type de communes à la réputation de tout temps sulfureuse. Il s'agit bien, comme l'affirment les auteurs, de voir la banlieue de l'intérieur, c'est-à-dire du point de vue de ses habitants. Les multiples dispositifs de la politique de la ville ont eu pour effet, depuis près d'un quart de siècle, de déshumaniser en quelque sorte les territoires qui souffrent de grandes difficultés sociales en leur appliquant des mesures entraînant, bien souvent malgré elles, des effets stigmatisants. Ce beau livre invite le lecteur à réfléchir sur les représentations de la banlieue au-delà des clichés et des discours convenus sur ce type de territoires. Un travail urgent, en particulier pour ce qui concerne les vingt-cinq dernières années de ces banlieues, dont l'histoire est encore largement méconnue, y compris des historiens eux-mêmes.

Thibault Tellier

BELLANGER Emmanuel, *Naissance d'un département et d'une préfecture dans le « 9-3 »*, Paris, La Documentation française, 2005, 192 p., 38 €.

Cet ouvrage a été publié dans le cadre du projet de recherche de la Mission histoire de la préfecture de la Seine-Saint-Denis pour le quarantième anniversaire de sa fondation. Le département situé au nord de Paris est en effet né, il y a quatre décennies, le 10 juillet 1964 précisément, du remembrement des départements de la Seine et de la Seine-et-Oise. La genèse quelque peu mythique de cette création est bien connue des spécialistes : en 1959, le général de Gaulle, survolant la région parisienne en hélicoptère aux côtés de Paul Delouvrier, intime l'ordre à ce dernier d'arranger ce « bordel ». Ainsi, serait née l'idée d'une nouvelle organisation administrative de la région parisienne, notamment par la création de nouveaux départements inscrits dans un schéma directeur global.

L'ouvrage qui se veut être une histoire de l'État au 20^e siècle, ne se limite pourtant pas à une histoire administrative de la Seine-Saint-Denis qui consisterait à présenter, archives à l'appui, les circonstances de la création de cette nouvelle entité étatique. Par sa parfaite maîtrise du sujet, Emmanuel Bellanger, auteur par ailleurs d'une thèse remarquée sur l'administration de la « banlieue communale » soutenue à l'université de Paris-VIII en 2004, parvient à placer son sujet dans le temps long, rappelant dans la première partie de l'ouvrage, les tentatives de l'État au cours de la première moitié du 20^e siècle pour parvenir à imposer une réforme administrative de la région parisienne, que ce soit par la loi Cornudet de 1919 imposant aux communes un plan d'aménagement ou par le Plan Prost de 1932 qui tente, non sans difficultés, de mettre en œuvre un premier plan d'aménagement de la région parisienne.

L'extraordinaire croissance urbaine et démographique de la région francilienne aux lendemains de la seconde guerre mondiale va conduire les pouvoirs publics ainsi que les communes concernées à réagir avec vigueur à l'émergence de ce phénomène bien-tôt connu sous le nom de « Trente Glorieuses ». La

seconde partie de l'ouvrage est consacrée aux choix qui sont opérés par les gouvernements successifs pour tenter de réaliser enfin une réforme administrative de grande envergure. On retiendra notamment le jeu subtil qui se mène alors entre le pouvoir gaulliste et les communes dirigées par le parti communiste, signe que le « pacte » issu de la Résistance entre ces deux grandes forces politiques fonctionne encore à sa manière dans les années 1960 et que la thèse de l'affrontement direct mérite d'être nuancée.

Enfin, si l'auteur ne fait pas mystère dans la troisième partie des difficultés que traverse le « 9-3 » à partir des années 1970, il montre également avec raison que ce dernier constitue, en particulier par la politique de la ville, un laboratoire d'innovation permanente, preuve que l'on ne doit pas se résigner à voir dans la Seine-Saint-Denis uniquement un territoire en proie aux violences urbaines.

Illustré de nombreux témoignages d'acteurs locaux et d'une riche iconographie, cet ouvrage est à conseiller à tous ceux qui s'intéressent non seulement au développement de la région parisienne, mais également à l'évolution du rôle de l'État en France au cours du 20^e siècle.

Thibault Tellier

Migrations et enracinements

RAINHORN Judith, *Paris-New York : des migrants italiens, années 1880-années 1930*, Paris, CNRS éditions, 2005, 233 p., 25 €.

Depuis deux décennies, l'émigration italienne a fait l'objet d'un important effort historiographique avec notamment, côté italien, les deux volumes de la *Storia dell'emigrazione italiana* parus à Rome en 2001 et 2002 chez Donzelli sous la direction de Piero Bevilacqua, Andreina De Clementi et Emilio Franzina et, côté français, la publication des actes des colloques organisés par le Centre d'étude et de documentation sur l'émigration italienne. Dans ce contexte de floraison éditoriale, l'ouvrage de Judith Rainhorn, issu d'une thèse soutenue à l'université de Tours sous la direction de Jean-Luc Pinol en 2001, se distingue par l'ori-

ginalité de la perspective comparatiste adoptée : entre les années 1880 et les années 1930, deux petites Italies se constituent puis se dissolvent de part et d'autre de l'Atlantique, dans le quartier de la Villette à Paris d'une part et dans l'East Harlem à New York d'autre part : par-delà la concordance chronologique, le destin de ces deux espaces est-il similaire ?

Avec une grande finesse et un souci constant de la nuance, l'auteur s'intéresse tout d'abord à l'itinéraire des migrants : si certains s'installent définitivement sur les bords de l'East River ou aux abords de la rue de Flandre, pour d'autres il ne s'agit que d'une étape avant un départ vers d'autres horizons ou un retour vers leur terre d'origine. Elle examine ensuite les comportements matrimoniaux et les stratégies familiales de ces migrants, leur insertion dans le marché local du travail et s'efforce de préciser leurs pratiques sociales, qu'il s'agisse de religion, de loisir ou d'engagement syndical et politique – question décisive notamment à l'heure de la montée du fascisme dans la péninsule. Enfin, Judith Rainhorn s'interroge sur le déclin et la disparition quasi simultanés de ces deux éléments de l'archipel italien à la veille de la seconde guerre mondiale.

Judith Rainhorn a le souci constant de faire varier l'échelle de ses analyses. Ainsi, si le quartier demeure le niveau d'étude privilégié, l'environnement urbain, mais également le contexte national voire international ne sont jamais absents. En sens inverse, rues, immeubles, familles ou même individus fournissent autant d'objets d'études de cas micro-historiques étayant et illustrant des démonstrations plus larges.

Au total, plus que des communautés italiennes en exil, cette double monographie croisée met en lumière la diversité de l'expérience migratoire italienne : à Paris, comme à New York, c'est un archipel de situations singulières qui se dessine, caractérisé par la diversité de l'éventail des pratiques et des interactions tant avec le milieu d'accueil qu'avec le pays d'origine.

Raphaël Muller

RAINHORN Judith (dir.), *Petites Italies dans l'Europe du Nord-Ouest. Appartenances territoriales et identités collectives*, Valenciennes, Presses universitaires de Valenciennes, 2005, 209 p., 22 €.

Ce volume trilingue (français, italien, anglais) rassemble des textes présentés lors d'une journée d'études tenue à Valenciennes en mai 2004. Préparé par Judith Rainhorn, il peut se lire comme un prolongement collectif donné à son récent *Paris New York*. Nous y retrouvons le même souci de comparaison au-delà des frontières, le même goût pour l'observation au plus près des pratiques sociales des migrants italiens, un cadre conceptuel similaire enfin, clairement exposé en introduction. Il s'agit ici d'abord d'étudier la façon dont sont créés et entretenus des territoires perçus et définis comme italiens, ainsi que des formes collectives d'italianité ne s'accompagnant pas d'un ancrage territorial, dans le contexte de l'Europe du nord-ouest et le temps long du cycle aujourd'hui clos des migrations italiennes de travail. Ni les espaces ni les appartenances étudiées ne sont conçus comme les produits naturels de la migration italienne, dont de nombreux auteurs rappellent la diversité, mais comme le fruit de processus mettant aux prises de nombreux acteurs : entrepreneurs, États et administrations, migrants eux-mêmes, mais aussi forces politiques et syndicales locales.

De cette posture découle une attention particulière portée aux genèses, mais aussi aux disparitions des petites Italies, à leur fluidité enfin, les frontières apparaissant à tous poreuses, incertaines et mobiles. Ces interrogations sur la naissance et la disparition des petites Italies qui bien souvent aujourd'hui n'existent plus que sous la forme de souvenirs ou d'éléments d'entreprises mémorielles (qui ne sont pas ici étudiées en tant que telles), s'accompagnent d'une réflexion sur la fonction de celles-ci. Faut-il les comprendre comme des conservatoires permettant la survie de traditions propres au groupe, des sas permettant une transition plus aisée vers la société environnante, ou bien encore les lieux de l'élaboration et de la diffusion d'une italianité construite en émigration ?

Bien sûr, il s'agit là des actes d'un colloque et non du compte rendu d'une recherche collective, tous les auteurs ne s'inscrivent pas pleinement dans le cadre ainsi défini et les contributions retenues ne sont pas toutes d'égale qualité, pas au point cependant que l'entreprise apparaisse comme une collection d'articles plus que comme un livre. Celui-ci sera utile à tous ceux que l'histoire des migrations italiennes intéresse, même si

le lecteur peut regretter que la diversité constatée des situations locales ne débouche pas sur des propositions permettant de l'organiser, soit au moyen d'une typologie des espaces étudiés, soit par l'ébauche d'une trame chronologique de la constitution du fonctionnement et de la disparition des petites Italies.

Philippe Rygiel

Livres reçus

ABGRALL FABRICE et THOMAZEAU FRANÇOIS, 1936. *La France à l'épreuve des jeux Olympiques de Berlin*, Paris, Alvik, 2006, 368 p., 22 €.

ALMEIDA-TOPOR HÉLÈNE (D'), *Le Goût de l'étranger. Les saveurs venues d'ailleurs depuis la fin du XVIII^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2006, 350 p., prix non communiqué.

ANDOLFATTO DOMINIQUE et LABBÉ DOMINIQUE, *Histoire des syndicats (1906-2006)*, Paris, Seuil, « XX^e siècle », 2006, 320 p., 24 €.

Artisans et paysans du Yiddishland 1921-1938, Emmanuelle Polack (éd.), Paris, Somogy, 2006, 63 p., 29 €.

BANTIGNY LUDIVINE, *Les « XX^e siècle » français. La France et les Français de 1914 à nos jours*, Paris, Ellipses, « Mondes contemporains », 2006, 192 p., prix non communiqué.

BELOT ROBERT, *La Résistance sans de Gaulle*, Paris, Fayard, 2006, 682 p., 28 €.

BERSTEIN SERGE et MILZA PIERRE, *Histoire de la France au XX^e siècle de 1974 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 2006, 1^{re} éd. 1994, 456 p., prix non communiqué.

BOREJSZA JERZY W. et ZIEMER KLAUS (dir.), *Totalitarian and Authoritarian Regimes in Europe. Legacies and Lessons from the Twentieth Century*, New York, Berghahn books, 2006, 608 p., prix non communiqué.

BOUCHOUX CORINNE, *Rose Valland. La résistance au musée*, La Crèche, Geste éditions, « Archives de vie », 2006, 144 p., 17 €.

BROADBERRY STEPHEN et HARRISON MARK (dir.), *The Economics of World War I*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 350 p., prix non communiqué.

BRODIEZ AXELLE, *Le Secours populaire français 1945-2000. Du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, 384 p., 24 €.

BROUSSE VINCENT, DANTHIEUX DOMINIQUE et GRANDCOING PHILIPPE, *1905, le printemps rouge de Limoges*, Limoges, Culture & Patrimoine en Limousin, « Patrimoine en poche », 2006, 19 €.

BRUTTMANN TAL, *Au bureau des affaires juives. L'administration française et l'application de la législation antisémite (1940-1944)*, Paris, La Découverte, « L'Espace de l'histoire », 288 p., 23 €.

CARROY JACQUELINE, OHAYON ANNICK et PLAS RÉGINE, *Histoire de la psychologie en France XIX^e-XX^e siècle*, Paris, La Découverte, « Repères », 2006, 272 p., 15 €.

CLAISSE STÉPHANIE et LEMOINE THIERRY (éd.), *Comment (se) sortir de la Grande Guerre ?, Regards sur quelques pays « vainqueurs » : la Belgique, la France et la Grande-Bretagne*, Paris, L'Harmattan, 2005, 166 p., 15 €.

COLAS GÉRARD et TARABOUT GILLES (dir.), *Rites hindous, transferts et transformations*, Paris, Éd. de l'EHESS, « Puruṣārtha », 2006, 504 p., 45 €.

CRETTEZ XAVIER, *Violence et Nationalisme*, Paris, Odile Jacob, 2006, 386 p., 24,90 €.

DUMONS BRUNO et ZELLER OLIVIER (dir.), *Gouverner la ville en Europe. Du Moyen Âge au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, « Villes », 2006, 184 p., 16 €.

- DURPAIRE FRANÇOIS, *France blanche, colère noire*, Paris, Odile Jacob, 2006, 288 p., 21,90 €.
- FERRO MARC, *Les Individus face aux crises du XX^e siècle. L'histoire anonyme*, Paris, Odile Jacob, 2006, 432 p., 25 €.
- La Gravure. De l'artisan à l'institution*, actes de la 3^e Journée d'étude sur l'imprimerie organisée à Perpignan le 22 avril 2005, Perpignan, Publications de l'Olivier, 2006, 224 p., 22 €.
- GIRAULT JACQUES, *1936 Au-devant du bonheur. Les Français et le Front populaire*, Paris, CIDE, 2006, 192 p., 36 €.
- GOLSAN RICHARD J., *French Writers and the Politics of Complicity. Crises of Democracy in the 1940s and 1990s*, Baltimore, John Hopkins University Press, 204 p., prix non communiqué.
- GUILLEMAIN HERVÉ, *Diriger les consciences, guérir les âmes. Une histoire comparée des pratiques thérapeutiques et religieuses (1830-1939)*, Paris, La Découverte, « L'Espace de l'histoire », 2006, 348 p., 26 €.
- HARTER HÉLÈNE, *L'Amérique en guerre. Les villes pendant la seconde guerre mondiale*, préf. d'André Kaspi, Paris, Galaade éditions, 2006, 320 p., 23 €.
- Hors la vie. Artistes et prison*, préf. de Michel Onfray, Issoudun, Musée de l'Hospice Saint-Roch, 2006, 100 p., prix non communiqué.
- JANSEN SABINE (éd.), *Les Grands Discours parlementaires de la Quatrième République. De Pierre Mendès France à Charles de Gaulle*, préf. de Jean-Louis Debré, Paris, Armand Colin, 2006, 290 p., 20 €.
- JOLY LAURENT, *Vichy dans la « Solution finale ». Histoire du commissariat général aux questions juives*, Paris, Grasset, 2006, 1024 p., 35 €.
- KASSA SABRINA, *Nos ancêtres les chibanis ! Portraits d'Algériens arrivés en France pendant les Trente Glorieuses*, préf. de Gérard Noiriel, Paris, Autrement, « Mémoires/Histoire », 2006, 208 p., 19 €.
- LEVINSON MARC, *The Box. How the Shipping Container Made the World Smaller and the World Economy Bigger*, Princeton, Princeton University Press, 2006, 378 p., 24,95 \$.
- LUBAC HENRI (DE), *Résistance chrétienne au nazisme*, Jacques Prévotat (dir.), préf., intro. et notes de Renée Bédarida, Paris, Cerf, 2006, 786 p., 59 €.
- LUIZARD PIERRE-JEAN (dir.), *Le Choc colonial et l'Islam. Les Politiques religieuses des puissances coloniales en terres d'Islam*, Paris, La Découverte, 2006, 552 p., 35 €.
- MATOS HUBER, *Et la nuit est tombée. De la révolution victorieuse aux bagnes cubains*, Paris, Les Belles Lettres, 2006, 440 p., 21 €.
- MINCZELES HENRI, *Une histoire des Juifs de Pologne. Religion, culture, politique*, Paris, La Découverte, 2006, 372 p., 24 €.
- MONDOT JEAN-FRANÇOIS, *Une Bible pour deux mémoires. Archéologues israéliens et palestiniens*, Paris, Stock, 2006, 252 p., 19 €.
- PAPP JULIEN, *La Hongrie libérée. État, pouvoirs et société après la défaite du nazisme (Septembre 1944-Septembre 1947)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, 368 p., 20 €.
- PERETZ PAULINE, *Le Combat pour les Juifs soviétiques. Washington – Moscou – Jérusalem 1953-1989*, préf. d'André Kaspi, Paris, Armand Colin, 2006, 384 p., prix non communiqué.
- PIKETTY CAROLINE, « *Je cherche les traces de ma mère* ». *Chroniques des archives*, Paris, Autrement, 2006, 128 p., 13 €.
- POLIakov LÉON, *Auschwitz*, préf. d'Annette Wiewiorka, Paris, Gallimard, « Folio », 2006, 336 p., prix non communiqué.
- La Politique culturelle en débat. Anthologie 1955-2005*, textes réunis et prés. par Geneviève Gentil et Philippe Poirrier, Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture/ La Documentation française, 2006, 212 p., 15 €.
- POUILLARD VÉRONIQUE, *La Publicité en Belgique 1850-1975. Des courtiers aux agences internationales*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2006, 512 p., 45 €.
- POULAT ÉMILE, *Église contre Bourgeoisie. Introduction au devenir du catholicisme actuel*, Paris, Berg International, 2006, 304 p., 24 €.
- PROST ANTOINE, *Autour du Front populaire. Aspects du mouvement social au XX^e siècle*, Paris, Seuil, « L'Univers historique », 2006, 354 p., 23 €.
- RÉMOND RENÉ, *Quand l'État se mêle de l'histoire*, Paris, Stock, « Les essais », 2006, 112 p., 12 €.
- REY-GOLDZEIGUER ANNIE, *Aux origines de la guerre d'Algérie 1940-1945. De Mers-el-Kébir aux massacres*

du Nord-Constantinois, Paris, La Découverte, 2006, 406 p., 13 €.

RIOUX JEAN-PIERRE, *La France perd la mémoire. Comment un pays démissionne de son histoire*, Paris, Perrin, 2006, 228 p., 16 €.

ROUX JEAN-PAUL, *Histoire de l'Iran et des Iraniens. Des origines à nos jours*, Paris, Fayard, 2006, 526 p., 25 €.

SAINT-GILLE ANNE-MARIE (dir.), *Cultures politiques et partis aux XIX^e et XX^e siècles : l'exemple allemand*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2006, 272 p., 20 €.

SCHATZMAN BENJAMIN, *Journal d'un interné. Compiègne – Drancy – Pithiviers, 12 décembre 1941-23 septembre 1942*, préf. de Serge Klarsfeld, Paris, Fayard, 2006, 748 p., 25 €.

SCHIRMANN SYLVAIN, *Quel ordre européen ? De Versailles à la chute du III^e Reich*, Paris, Armand Colin, 2006, 336 p., prix non communiqué.

SÉONNET MICHEL et CURCHOD RONALD, *Le Vent vivant des peuples*, Grâne, Creaphis, 2006, 206 p., 19 €.

SINANI SHABAN, *Le Dossier Kadaré*, suivi de ISMAÏL KADARÉ avec STÉPHANE COURTOIS, *La Vérité des sous-terrains*, Paris, Odile Jacob, 2006, 208 p., 19,90 €.

STEINMANN BRIGITTE (dir.), *Le Maoïsme au Népal. Lectures d'une révolution*, Paris, CNRS éditions, « Monde indien. Sciences sociales 15^e-21^e siècle », 2006, 254 p., 29 €.

STERNHELL ZEEV, *Les Anti-Lumières. Du XVIII^e siècle à la guerre froide*, Paris, Fayard, « L'espace du politique », 2006, 592 p., 28 €.

TANGUY LUCIE, *Les Instituts du travail. La formation syndicale à l'université de 1955 à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, 258 p., 20 €.

VANDEWALLE DIRK, *A History of Modern Libya*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 252 p., prix non communiqué.

VERMEREN PIERRE, *Histoire du Maroc depuis l'indépendance. Nouvelle édition à l'occasion du 50^e anniversaire de l'indépendance du Maroc*, Paris, La Découverte, « Repères », 2006, 128 p.

WALTER JACQUES, *La Shoah à l'épreuve de l'image*, Paris, PUF, 2005, 286 p., 24 €.

WINOCK MICHEL, *13 mai 1958. L'agonie de la IV^e République*, Paris, Gallimard, « Les journées qui ont fait la France », 2006, 398 p., 23 €.